

ou de la dépense globale au cours de cette période.

Mais alors, il y a les dépenses d'investissements privés. Cette quatrième catégorie de dépenses a diminué de 19 p. 100 depuis 1957. Voilà donc la source évidente de notre stagnation. Ce sont les dépenses portant sur la construction d'habitations et la construction non résidentielle, ainsi que les achats de machinerie et d'équipement industriel qui ont diminué de 19 p. 100 et qui expliquent pourquoi notre production ou notre dépense globale n'a augmenté que de 8 p. 100. Voilà l'explication claire et simple de l'insuffisance de notre croissance économique depuis 1957. Nous l'avons dit à plusieurs reprises au gouvernement, mais il n'a jamais voulu nous entendre.

Le programme libéral, que le chef de l'opposition a établi en cette Chambre, ainsi que le député de Davenport (M. Gordon), démontre clairement comment nous pourrions nous y prendre pour éviter la stagnation actuelle.

Je ne fais que citer rapidement quelques-uns des points de ce programme.

Premièrement, faire cesser les restrictions monétaires et abaisser les taux d'intérêt, ce qui créera immédiatement un climat général favorable à l'investissement.

M. Grégoire: Où allez-vous prendre l'argent?

L'hon. M. Chevrier: Deuxièmement, établir un fonds de prêts aux municipalités afin qu'elles soient vraiment en mesure d'effectuer les investissements sous forme de constructions de toutes sortes nécessaires à l'amélioration des services locaux.

M. Grégoire: Avec ou sans intérêt?

L'hon. M. Chevrier: Troisièmement, augmenter et étendre la participation financière du gouvernement fédéral aux projets d'élimination des taudis et de rénovations urbaines, ce qui aura pour effet d'accroître considérablement cette forme d'investissement qu'est la construction de logements salubres.

Quatrièmement, exiger de la Banque d'expansion industrielle qu'elle concentre ses «activités» et ses services dans les régions défavorisées, de façon à stimuler davantage les dépenses d'investissement dans ces régions.

M. Grégoire: Où allez-vous prendre l'argent?

L'hon. M. Chevrier: Enfin, accorder des exemptions spécifiques d'impôt aux entreprises qui désirent s'agrandir et, au besoin, comme l'a déjà suggéré le chef de l'opposition, établir un fonds national de développement économique qui aurait précisément pour

[L'hon. M. Chevrier.]

fonction de favoriser les investissements des entreprises privées.

Vous avez là, monsieur le président, l'attitude des libéraux, d'une part, claire et nette, avec un programme qui s'offre à tout le monde et qui pourrait être mis à exécution immédiatement, et, d'autre part, le programme de stagnation des conservateurs.

M. Grégoire: Encore des promesses!

L'hon. M. Chevrier: Mais, dans tout ceci, monsieur le président, il existe une attitude qui demeure mystérieuse, c'est celle des députés créditistes. A la suite de l'honorable député de Villeneuve (M. Caouette), ils se proclament, à la télévision et partout ailleurs, les grands défenseurs des chômeurs, des agriculteurs, des pauvres, des petits et des miséreux.

Des voix: Bravo! Bravo!

Une voix: C'est vrai!

L'hon. M. Chevrier: Mais, malgré ces déclarations hypocrites, ils viennent ensuite en cette Chambre et ils appuient systématiquement, par leur vote, ce gouvernement moribond, ce gouvernement qui est le principal responsable de la misère du peuple, ce gouvernement qui n'a à offrir aux miséreux et aux chômeurs qu'une plus grande austérité.

Comment les députés créditistes peuvent-ils concilier leur vote en cette Chambre avec leur conscience? Ils savent bien que ce gouvernement conservateur n'a rien de neuf à offrir; ils le reconnaissent eux-mêmes dans leurs discours. Mais alors, pourquoi...

Une voix: Puis-je poser une question à l'honorable député?

L'hon. M. Chevrier: Quand j'aurai fini mes observations, vous pourrez poser votre question.

Mais alors, pourquoi leurs votes sont-ils en contradiction avec leurs propres paroles? Ils savent bien, et ils le disent, que ce gouvernement moribond est incapable d'enrayer la plaie du chômage et de retourner la prospérité à notre pays. Et pourtant, ils ont maintenu au pouvoir, par leur vote, ce même gouvernement impuissant qui n'a rien à offrir au peuple canadien.

Je reviens à ce que je disais tantôt, et je voudrais consigner au compte-rendu officiel des débats la brochure 7/62 qui a été publiée par le secrétariat du Crédit social du Canada. Comme, je ne trouve pas de traduction française de ce bulletin, je me vois forcé de le consigner en anglais.

Voici ce qu'on y lit:

(Traduction)

A la base, la politique du Crédit social est du tourisme traditionnel ou du véritable conservatisme